

JAAC 53.40

Extrait d'une décision du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie du 19 décembre 1988

Art. 120^{ter} al. 2 let. b OICF. Notion d'homme du métier à qui peut être délivrée l'autorisation d'établir, de modifier et de réparer des installations électriques intérieures.

- L'activité pratique ne doit pas absolument avoir lieu en Suisse pour être suffisante.

- L'Inspection peut faire dépendre la reconnaissance d'une activité pratique de la réussite d'un examen portant sur les connaissances pratiques et théoriques des normes suisses et internationales.

Art. 120^{ter} Abs. 2 Bst. b Starkstromverordnung. Begriff der fachkundigen Person, welcher eine Bewilligung zum Erstellen, Ändern und Ausbessern von Hausinstallationen erteilt werden kann.

- Die praktische Tätigkeit muss nicht unbedingt in der Schweiz stattfinden, um genügend zu sein.

- Das Inspektorat kann die Anerkennung einer praktischen Tätigkeit vom Bestehen einer Prüfung über praktische und theoretische Kenntnisse der schweizerischen und internationalen Normen abhängig machen.

Art. 120^{ter} cpv. 2 lett. b OICF. Nozione di persona del mestiere alla quale può essere concessa l'autorizzazione ad eseguire, modificare e riparare impianti elettrici interni.

- L'attività pratica non deve assolutamente avere luogo in Svizzera, per essere sufficiente.

- L'Ispettorato può fare dipendere il riconoscimento di un'attività pratica dalla riuscita di un esame concernente le conoscenze pratiche e teoriche delle norme svizzere e internazionali.

I

A. X, ingénieur ETS en génie électrique de l'école d'ingénieur de Genève, a demandé en date du 27 août 1987 à l'Inspection fédérale des installations à courant fort (ci-après l'Inspection) une attestation d'homme du métier.

B. Par décision du 6 octobre 1987, l'Inspection a refusé l'attestation demandée, motifs pris que X ne remplissait pas les conditions requises pour être reconnu «homme du métier».

C. Le 2 novembre 1987, X a interjeté recours contre la décision de l'Inspection en demandant son annulation et en invoquant la constatation inexacte et incomplète des faits pertinents.

...

II

...

3. L'art. 3 de la LF du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant (LIE, RS 734.0) charge le Conseil fédéral d'édicter «les prescriptions nécessaires pour parer, dans la mesure du possible, aux dangers et dommages qui peuvent résulter des installations à courant fort ou de leur proximité d'installations à faible courant». Sur cette base, le Conseil fédéral a adopté l'O du 7 juillet 1933 sur l'établissement, l'exploitation et l'entretien des installations électriques à courant fort (OICE, RS 734.2). L'art. 120^{ter} de cette ordonnance définit la notion de «gens du métier»:

«Sont réputés gens du métier au sens de la présente ordonnance les personnes:

a. Qui ont subi avec succès les épreuves portant sur les branches professionnelles proprement dites de l'examen de maîtrise pour installateurs-électriciens conformément au règlement approuvé par le Département fédéral de l'économie publique;

b. Qui possèdent une attestation d'études électrotechniques complètes dans une école supérieure suisse, un technicum cantonal ou un établissement équivalent et peuvent justifier d'une activité pratique suffisante dans la branche des installations intérieures. L'Inspectorat fédéral des installations à courant fort se prononce sur l'équivalence des établissements d'enseignement et sur l'activité pratique attestée.»

Sur la base de l'art. 120^{ter} al. 2 let. b OICF, l'Inspection a refusé de donner une suite favorable à la requête de X et par conséquent lui a refusé l'attestation d'«homme du métier», car le recourant ne disposait pas, selon l'autorité intimée, d'une pratique suffisante dans le domaine des installations électriques intérieures. L'Inspection fonde sa décision sur des directives qu'elle a édictées suite à une décision de l'autorité de céans du 29 septembre 1969 selon laquelle l'activité pratique, pour être jugée suffisante (Bulletin de l'ASE/UCS, t. 60 [1969] n° 25, p. 1207),

- a. doit être de trois ans avant ou après l'obtention du diplôme;
- b. doit, pendant au moins une année, avoir lieu sous la direction ou la surveillance d'une personne du métier, au sens des dispositions légales;
- c. un examen de fin d'apprentissage de monteur-électricien, passé avec succès, est considéré comme représentant une pratique suffisante dans la branche des installations intérieures, au sens de ces directives.

Le recourant estime bénéficier d'une pratique plus que suffisante. L'autorité de céans doit dès lors se prononcer sur ce point controversé.

4. En 1957, X a suivi, sous les auspices de l'Union Mondiale ORT, un cours intensif de neuf mois à l'école ORT de Montreuil (France). Le cursus de cette formation comprenait environ 14 heures d'enseignement, dont le 60% de travaux pratiques et 40% de théorie technique (laboratoire d'électricité, mesures électriques, dessins de schémas, normes et prescriptions). Ce cours se termine par un examen reconnu par l'Etat français. A l'issue de ce cours et afin d'être mis au bénéfice d'un certificat, le recourant a effectué un stage pratique de 9 mois dans une entreprise d'installations électriques de bâtiments. Le certificat de formation professionnelle des adultes dans la spécialité «Electricité de bâtiment» lui a été délivré le 18 juillet 1958 par le Ministère du travail et de la sécurité sociale avec la mention bien.

En vue de pouvoir accéder à des études auprès de l'Ecole Supérieure Technique (ETS) de Genève, le recourant a effectué une année préparatoire, de septembre 1960 à juin 1961, à l'Institut Central de Formation des Cadres pour l'industrie de l'Union Mondiale ORT à Anières (Genève). Cette formation comprenait 8 heures hebdomadaires de travaux pratiques électricité-bâtiment, laboratoire des mesures électriques, dessins de schémas, prescriptions et normes d'installations électriques. En 1965, au terme d'une formation de 4 ans, le recourant a obtenu son diplôme d'ingénieur en génie électrique ETS, délivré par l'école d'ingénieurs de l'ETS de la République et Canton de Genève.

5. De 1965 à 1986, le recourant a travaillé auprès de plusieurs maisons privées du domaine de l'économie électrique. Ses activités se sont déroulées principalement à l'étranger et notamment au Brésil. X souligne dans sa réplique du 27 janvier 1988 qu'il a acquis ainsi «une expérience pratique de plus de 20 ans dans la réalisation de plusieurs centaines de systèmes de sécurité complexes et l'installation de fours à arcs et à induction et de traitement thermique dans des usines de fabrication d'automobiles au Brésil. Il s'agit également d'installations intérieures à courant fort et courant faible.»

En outre, il a suivi une formation pratique de 12 semaines environ chez Y SA (cours de monteur électricien basse tension 220 V - 24 V dans la spécialité des installations de sécurité et de détecteur incendie) entre 1978 et 1983. Le

programme comprenait la pose et le dimensionnement de câbles, le montage et le raccordement des appareils, ainsi que l'étude des prescriptions suisses et de Y SA spécifiques aux installations intérieures.

Des différents certificats et attestations présentés par le recourant, il ressort que:

- de 1978 à 1982, X a projeté, réalisé et dirigé au Brésil plus de 100 installations de détection incendie, certaines d'entre elles très complexes, destinées à des hôtels, des aéroports, des hôpitaux, musées, des bâtiments résidentiels, administratifs ou commerciaux pour le compte de la maison Y SA.
- de 1976 à 1978, en tant qu'ingénieur résident au Brésil, il a maintes fois participé personnellement aux travaux de tirage de câbles, montage des appareils, etc... Son activité s'étendait, selon ses dires, pendant plusieurs mois au travail de projets, d'installations de ses propres mains, et de mise en service des systèmes de détection.
- entre 1973 et 1974, il a été chef de projets spéciaux, notamment la construction de fours pour la maison Z Brésil, puis, jusqu'en 1976, il a occupé le poste de chef du département électrothermique et four électrique de la même entreprise. Il souligne qu'il a participé de ses propres mains à l'installation de ces équipements.

Il ressort néanmoins de son *curriculum vitae* et des certificats fournis que le recourant a déployé en priorité des activités de responsable de vente de ces différentes entreprises, activités pour lesquelles il s'est montré particulièrement qualifié et habile.

6. L'Inspection ne dénie pas l'activité pratique du recourant. Toutefois, selon la pratique constante de l'Inspection, laquelle a été fixée par une décision de l'autorité de céans du 29 septembre 1969, seule entre en ligne de compte l'activité pratique en Suisse du candidat, dans le domaine des installations intérieures. La pratique exigée pour être reconnu «personne du métier» au sens de l'art. 120^{ter} OICF ne concerne que celle exercée dans les installations électriques *intérieures à courant fort*. On pourrait donc tenir compte de l'activité de X dans les domaines de l'installation des fours à arc et à induction, ainsi que les installations de traitement thermique, pour autant que celles-ci soient assimilables à des installations intérieures et non à des objets et qu'elles aient été installées en Suisse. La pratique effectuée à l'étranger n'est pas jugée équivalente à celle exercée en Suisse, car les prescriptions, comme la surveillance et son contrôle, ne sont pas les mêmes. Ainsi, selon l'Inspection, seule une pratique de cinq mois au plus pourrait être admise sous la direction d'une personne de métier. Une telle pratique restrictive était justifiée par les stricts besoins de la sécurité.

7. Toutefois, de la décision du 29 septembre 1969 précitée et du texte de l'art. 120^{ter} OICF, il ne ressort pas que l'activité pratique doit avoir lieu absolument en Suisse pour être jugée suffisante. Cette interprétation restrictive ne se justifie plus aujourd'hui pour des besoins de sécurité uniquement. Elle revêt une coloration isolationniste à l'heure de l'intégration européenne et face à la mobilité des gens qui suivent le courant des affaires. Il faut aussi tenir compte de l'adoption de normes internationales qui deviennent partie intégrante des prescriptions suisses (voir partie 3 des prescriptions de l'Association Suisse des électriciens [ASE] sur les installations

électriques intérieures [PIE] intitulée «normes internationales»). Ces normes internationales établies par le Comité Européen de Normalisation Électrotechnique (CENELEC) sont appelées à remplacer les prescriptions établies par l'ASE (voir préface aux PIE, ASE 1000-3. 1985). Dans la mesure où le besoin de sécurité est satisfait, l'activité pratique déployée à l'étranger devrait aussi être prise en considération.

Ainsi, le candidat qui a effectué une pratique de trois ans avant ou après l'obtention du diplôme d'études techniques, dont une année au moins sous le contrôle et la surveillance d'un «homme du métier», dans un pays membre du CENELEC, peut justifier d'une pratique suffisante au sens de l'art. 120^{ter} al. 2 let. b OICF. Il doit avoir lui-même effectué des installations intérieures à courant fort, que ce soit en Suisse ou à l'étranger.

Lorsque l'activité pratique de trois ans au moins s'est déroulée, comme dans le cas d'espèce, au service de firmes suisses ou de firmes originaires d'un pays membre du CENELEC, mais dans des pays non-membres du CENELEC et pour autant que le candidat puisse justifier d'une année au moins sous le contrôle et la surveillance d'un «homme du métier» dans un pays membre du CENELEC, l'Inspection pourrait, conformément à l'art. 120^{ter} al. 2 let. b OICF *in fine*, admettre une activité pratique suffisante si le candidat prouve qu'il a installé «de ses propres mains» des installations électriques à courant fort et qu'il connaît les prescriptions en vigueur (PIE).

Lorsqu'il apparaît que le candidat possède une grande expérience pratique (au minimum trois ans), mais qu'il subsiste un doute quant à la qualité de celle-ci et en particulier quant aux garanties de sécurité et aux connaissances des prescriptions suisses, l'Inspection pourrait faire dépendre la reconnaissance de cette activité pratique de la réussite d'un examen portant sur les connaissances pratique et théorique des normes suisses et internationales.

8. Au vu de ce qui précède, le recours doit être partiellement admis. C'est en effet à tort que l'Inspection n'a pas pris en compte l'activité pratique de plus de trois ans que le recourant a effectuée à l'étranger, tel que cela ressort du dossier. Celui-ci a ainsi déployé une activité pratique de cinq mois sous la surveillance d'un homme de métier en Suisse et de neuf mois en France, pays membre du CENELEC. Le solde de son activité pratique (soit plus de trois ans) dans le domaine des installations électriques intérieures, en particulier l'installation des fours à arc et à induction, ainsi que les installations de traitement thermique, a eu lieu dans des pays non-membres du CENELEC et pour le compte de firmes suisses. Il subsiste néanmoins un doute quant à la nature et à la qualité de ses activités pratiques, de ses connaissances des normes PIE et des garanties de sécurité qu'il offre. Dès lors, le recourant ne pourra être mis au bénéfice d'une attestation d'homme du métier qu'après avoir passé et réussi un examen pratique et théorique portant sur les prescriptions et normes PIE.

JAAC 53.40 - Extrait d'une décision du Département fédéral des transports, des communications et de l'énergie du 19 décembre 1988

In	Verwaltungspraxis der Bundesbehörden
Dans	Jurisprudence des autorités administratives de la Confédération
In	Giurisprudenza delle autorità amministrative della Confederazione
Jahr	1989
Année	
Anno	
Band	53
Volume	
Volume	
Seite	---
Page	
Pagina	
Ref. No	150 001 010

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv und die Bundeskanzlei konvertiert.
Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses et la Chancellerie fédérale.
Il documento è stato convertito dall'Archivio federale svizzero e della Cancelleria federale.